



Communiqué du mercredi 13 janvier 2010

Risques bancaires: comme avant, mais en pire!

Le 11 janvier, l'avertissement des banquiers centraux aux banques commerciales qui continuent leurs placements à risque revient à un nouvel aveu d'impuissance : le système reste en crise car le système est en cause !

Pour la CGT-Force Ouvrière, le sauvetage public des banques doit s'accompagner des réglementations, des régulations et des contrôles nécessaires ainsi que de conditions strictes en faveur de l'emploi et des salaires.

En dépit des énormes montants des aides publiques adressées aux banques, le financement bancaire aux entreprises, pour l'emploi, aux prêts des ménages demeure insuffisant, quand il n'est pas rendu impossible.

Au lieu de cela, cet argent public est venu alimenter la « machine à profits et à spéculer ». Les actifs des fonds spéculatifs explosent à nouveau (1360 milliards d'euros en décembre 2009) et les banques investissent dans de nouveaux actifs à risque (matières premières, immobilier incertain, pays émergents,...).

Alors que le chômage augmente, que les salaires stagnent, que l'inflation reprend, que des milliers de salariés et de ménages souffrent, les bénéficiaires du renflouement public le plus important de l'histoire s'enrichissent en « continuant comme avant ».

A ce rythme là, le sauvetage bancaire aura généré une situation plus grave encore que la crise qui en est à l'origine.

Pour la CGT-Force Ouvrière, il est de la responsabilité des politiques et des banques centrales de passer des « bonnes paroles » ou de l'indignation aux décisions et aux actes.

Avec la Confédération Syndicale Internationale (CSI), la CGT-FO exige une réglementation effective de la finance contre la spéculation, les bonus et les paradis fiscaux et demande la création d'une taxe sur les transactions financières.

Par la loi et la réglementation, il faut contraindre les banques à se recentrer sur leur cœur de métier (les crédits à l'économie, aux ménages et aux entreprises à des taux d'intérêt faibles) et qu'elles se remettent en situation de gérer, de prévenir et de contrôler le risque plutôt que de le générer. Ces contraintes constituent une nécessité pour permettre une reprise solide et durable de la croissance et de l'emploi.